Document généré le 12 oct. 2024 00:32

Bulletin d'histoire politique

À propos de l'ouvrage de Mathieu Bock-Côté La dénationalisation tranquille, Montréal, Boréal, 2007, 216 p.

Danic Parenteau

Volume 16, numéro 3, printemps 2008

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1056191ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1056191ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Parenteau, D. (2008). À propos de l'ouvrage de Mathieu Bock-Côté La dénationalisation tranquille, Montréal, Boréal, 2007, 216 p. *Bulletin d'histoire politique*, *16*(3), 291–293. https://doi.org/10.7202/1056191ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

À propos de l'ouvrage de Mathieu Bock-Côté *La dénationalisation tranquille* Montréal, Boréal, 2007, 216 p.

Danic Parenteau
École d'études politiques, Université d'Ottawa

Mathieu Bock-Côté signe dans cet ouvrage un essai politique qui tombe à point et sans doute pourra-t-il contribuer, à sa façon, au renouvellement des idées nationalistes qui a actuellement cours au Québec. Sa thèse est que depuis le référendum de 1995, le mouvement souverainiste québécois a graduellement tourné le dos au « nationalisme » au profit du multiculturalisme à la canadienne.

L'ouvrage s'organise en quatre chapitres dans lesquels l'auteur recourt à deux stratégies argumentatives distinctes pour étayer sa thèse, l'essai et l'analyse historiographique. Le premier chapitre s'articule sous la forme d'un essai dans lequel il s'agit de montrer comment, à force de vouloir expurger de son discours toute allusion à une quelconque référence « ethnique », le mouvement souverainiste en est littéralement venu à abandonner l'idéologie nationaliste. Or derrière cette rénovation idéologique, se cache, selon l'auteur, une « conversion définitive aux idées trudeauistes » (p. 37), c'est-à-dire au modèle multiculturaliste à la canadienne.

Les trois autres chapitres se distinguent de ce premier par une facture plus savante. Il s'agit alors d'offrir un bref survol en trois moments de l'historiographie récente au Québec. Ainsi, le second chapitre porte sur la pensée de l'historien de Chicoutimi Gérard Bouchard, lequel se serait donné pour tâche depuis la dernière défaite référendaire de « renouveler la conscience historique québécoise pour lui permettre d'accoucher d'un imaginaire décentré par rapport à l'héritage canadien-français » (p. 48). Ce projet va ultimement déboucher, selon Bock-Côté, sur ce qu'il nomme être une sorte de « remodelage pluraliste » de l'identité québécoise. Dans le troisième chapitre, l'auteur

entend montrer comment ce renouvellement participe pleinement d'une certaine « canadianisation complète de l'identité nationale québécoise » (p. 37), dont la pensée « post-nationale » et « révisionniste » de l'historien de l'Université Laval Jocelyn Létourneau serait l'exemple le plus probant. Enfin, le quatrième chapitre se veut une exposition de l'École de Montréal – à laquelle sont associés des auteurs comme Jean-François Lisée, Normand Lester ou Christian Dufour par exemple – laquelle serait selon Bock-Côté, la seule véritable école historique capable d'exprimer, par-delà « l'historiographie officielle [lire ici celle de Bouchard ou de Létourneau], l'état de la conscience historique francophone » (p. 134, conscience qui, il va sans dire, n'a pas encore renié sa dimension identitaire nationaliste).

L'ensemble de cet ouvrage repose sur un constat aussi juste que pertinent. Là tient son mérite. Force est en effet de reconnaître que le Québec a connu ces dernières années une certaine « dénationalisation tranquille », suivant la belle formule du titre. On ne peut contester non plus que cet abandon du nationalisme par le mouvement souverainiste a coïncidé avec un ralliement à l'idéologie multiculturaliste, laquelle, comme le souligne justement Bock-Côté, est pourtant, paradoxalement, incompatible avec tout nationalisme, dans la mesure où elle « travaille à déconstruire la communauté nationale » (p. 70).

Or si le constat sur lequel repose cet ouvrage est sans appel, la démonstration qui est offerte des origines de cette conversion est, quant à elle, traversée par d'importantes lacunes et omissions qui ne sont pas sans porter ombrage à l'ensemble de l'ouvrage ; nous sommes ici au cœur même de cette thèse.

En effet, la démonstration que nous offre Bock-Côté de cette conversion est complètement *décontextualisée*. Bien que ce processus traduise, l'auteur le reconnaît lui-même, ce qu'il nomme avec justesse une « trudeauisation » de la pensée au Québec, aucune référence n'est expressément faite dans tout l'ouvrage à la pensée libérale de Pierre Trudeau et à sa conception de l'idéal du multiculturalisme. De surcroît, l'auteur passe complètement sous silence le fait que cette politique du multiculturalisme, entendant donner suite à la Commission Laurendeau-Dunton à la fin des années 1960, a été érigée en grande partie dans le but d'*étouffer le nationalisme québécois alors naissant* (dans sa forme moderne). Dans la mesure où cette politique est venue remplacer la politique du *biculturalisme* dont il était jusque-là question, le multiculturalisme représente une stratégie innovatrice de « minorisation » de la nation québécoise. Elle vise à noyer la spécificité québécoise dans une différence indifférenciée, une mosaïque culturelle au sein de laquelle il n'y a plus que des minorités culturelles. Avec cette nouvelle vision du Canada, la nation québécoise devenait dès lors une simple minorité *parmi d'autres* ; une

minorité, comme celle des Chinois de Toronto, des Finlandais de Thunder Bay ou des Ukrainiens de l'ALSAMA.

En lieu de quoi, pour toute démonstration de cette conversion récente au multiculturalisme du souverainisme québécois, Bock-Côté nous offre une analyse qui consiste à montrer que c'est sous le poids de la pensée progressiste marxiste que le mouvement souverainiste québécois se serait laissé entraîner depuis 1995 dans « la voie canadienne ». Pour l'auteur, cette conversion participerait d'un mouvement plus général dont on trouverait des traces dans toutes les sociétés occidentales, qui tiendrait d'une « conversion culturelle du marxisme, d'un passage de la lutte des classes à la politique des identités » (p. 53).

Or s'il est incontestable que de nombreux marxistes, partout en Occident ces dernières années, se sont convertis à cette conception du monde que l'on nomme au Canada le multiculturalisme, cela ne fait pas pour autant du multiculturalisme une idéologie par définition marxiste. De plus, chercher à comprendre la domination de cette nouvelle idéologie au sein du mouvement souverainiste québécois exige de remonter aux véritables sources de cette pensée *dans le contexte canadien*. Les raisons de ce qui s'est passé au Québec dans les rangs du nationalisme québécois ne sont pas à trouver dans je ne sais quel mouvement affligeant l'ensemble des sociétés occidentales (qui existe par ailleurs mais dont les modalités varient grandement selon les contextes nationaux), mais bien à un contexte particulier : celui du rapport de forces entre la vision du monde canadienne, dominée par la pensée libérale de Trudeau, et la vision du monde de la nation québécoise. Ce n'est pas que le souverainisme québécois ait succombé au progressisme ni même au marxisme, mais plutôt, et insidieusement, au libéralisme anglo-saxon dans sa version « trudeauiste ». Cette omission de l'origine idéologique *libérale* du modèle multiculturaliste canadien de la part de l'auteur est d'autant plus déconcertante et inexplicable que ce dernier réclame lui-même explicitement son appartenance au camp idéologique conservateur. À tout bon conservateur, cette filiation idéologique devrait apparaître clairement.

En somme, cet ouvrage, malgré son intérêt, déçoit franchement par cette lacune importante. Autant l'intuition qui sous-tend toute sa thèse est porteuse, que la démonstration qui en découle est déficiente. Si *La Dénationalisation tranquille* peut espérer contribuer au renouvellement de la pensée nationaliste québécoise, c'est essentiellement en raison de la justesse de cette thèse, et non en raison de la profondeur de son analyse.